

Questions orales

L'hon. Elmer M. MacKay (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je dirai à mon collègue que c'est le Service correctionnel du Canada qui paie l'entretien des détenus. Les problèmes frais de sécurité demeurent très importants. Toutefois, je rappellerai au député que nous exploitons des ateliers industriels, des serres et des fermes, et que nous essayons d'être le plus économes possible dans les circonstances.

* * *

L'EMPLOI**LES PROGRAMMES DE CRÉATION D'EMPLOIS**

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Il y a cinquante ans aujourd'hui, un groupe imposant de chômeurs a été brutalement stoppé dans sa marche vers Ottawa par le gouvernement conservateur du premier ministre Bennett. Mais aujourd'hui d'autres chômeurs ont repris le flambeau avec de nombreux autres à leur suite. Leurs revendications n'ont pas changé depuis l'époque: «Du travail rémunéré». Étant donné que le budget ne prévoit aucun programme spécial de création d'emplois, la ministre pourrait-elle nous dire quand elle compte annoncer des mesures à cet effet et quels objectifs elle compte atteindre grâce à ces mesures?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je sais bien que le député a du mal à reconnaître que le budget renferme des mesures concrètes en matière de création d'emplois et de formation. Je lui rappelle donc que sur ce plan, il prévoit 900 millions de dollars de plus que naguère.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Je tiens aussi à ce que le député sache que j'ai rencontré ce groupe de personnes ce matin à Ottawa pour entendre leurs doléances et connaître leurs besoins. Je leur ai fait part de la tendance économique qui se dessinait depuis quelques mois, des quelque 270,000 emplois qui ont été créés depuis septembre dernier, de la relance de l'emploi qui marque maintenant tous les secteurs d'activités depuis le mois dernier et du programme d'assurance-chômage qui sera amélioré.

Des voix: Règlement.

Mlle MacDonald: Nous avons discuté de toutes ces choses, monsieur le Président, et les intéressés étaient contents que nous puissions en parler ensemble.

M. Keeper: Pas du tout puisqu'ils étaient déçus.

LA POSITION DE LA MINISTRE

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Monsieur le Président, cela fait plusieurs fois que la ministre parle de ces 900 millions de dollars et nous n'en connaissons toujours pas les détails. Mais nous étions tous fort

contents d'apprendre la semaine dernière que l'emploi était légèrement à la hausse.

Des voix: Bravo!

M. Allmand: Nous en étions certes tous contents. Mais personne ne peut s'estimer satisfait d'un taux de chômage de 10.5 p. 100. Il n'y a pas de quoi se réjouir. Je voudrais que la ministre me dise si elle est contente que le taux de chômage soit à 10.5 p. 100? Sinon, quel taux de chômage considère-t-elle comme acceptable et quelle mesure compte-t-elle prendre pour l'atteindre? Il ne faut pas oublier que le taux de chômage était de 7 p. 100 avant la récession.

● (1450)

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, on ne saurait se satisfaire d'un taux de chômage de 10.5 p. 100 évidemment. Il était de 11.6 p. 100 quand je suis entrée en fonction et il diminue actuellement. J'en profite pour rappeler au député, qui ne semble pas s'en rendre compte, que nous avons effectivement annoncé des crédits de 900 millions de dollars en matière de création d'emplois et de formation en février dernier, mais que nous avons annoncé 900 millions de dollars supplémentaires dans le budget.

* * *

LES PENSIONS**ON DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PLEINE INDEXATION**

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il y a 50 ans, de jeunes chômeurs sont venus à Ottawa réclamer des emplois. Aujourd'hui, un autre gouvernement conservateur réduit leur pension.

Des voix: Oh, oh!

M. de Jong: Le premier ministre ne reconnaîtra-t-il pas qu'il est aussi honteux aujourd'hui que du temps de R. B. Bennett de faire payer les victimes plutôt que ceux qui possèdent, contrôlent et dirigent notre économie? Va-t-il cesser de répéter les erreurs du passé et renoncer à désindexer les prestations de sécurité de la vieillesse?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, lorsque le député réfléchira à sa question ce soir ou demain, je suis sûr qu'il vous demandera de la retirer. Elle ne vaut vraiment pas la peine d'être posée.

Le fait est que depuis notre arrivée au pouvoir nous avons réussi, grâce à la coopération du secteur privé, des syndicats, de tous les groupes, à faire baisser les taux d'intérêt de près de 3 p. 100 et à créer 271,000 nouveaux emplois. En avril et en mai, 159,000 emplois ont vu le jour, ce qui représente la croissance la plus forte depuis que Statistique Canada a commencé à recueillir des chiffres sur la création d'emplois, en 1953. C'est une excellente nouvelle pour le Canada et vous devriez vous en réjouir.